

## Quand Israël revoit ses alliances

Franck Debié

Quand le président syrien Bachar el-Assad demande à Nicolas Sarkozy d'user de son influence sur les Israéliens, chacun mesure le renversement d'alliance qui s'est opéré. Il n'y a guère, c'étaient les dirigeants israéliens qui suggéraient à la France d'user de son influence sur le monde arabe. Beaucoup plus discret et radical que la réconciliation franco-américaine, ce rapprochement franco-israélien est presque plus important. C'est un pari rationnel, tant le vide stratégique est devenu abyssal au Proche-Orient avec la perte d'influence des Etats-Unis. Quelle est leur influence sur la Syrie, leur capacité de négociation avec l'Iran, leur légitimité morale auprès des masses sunnites ?

Israël a besoin de « nouveaux alliés » : d'abord la Turquie, capable de parler à Damas, Téhéran, Moscou, et qui est favorable aux Palestiniens sans être suspecte aux yeux de Washington ; plus loin, l'Inde, un allié de revers face à l'Iran, et une porte vers l'Afghanistan, le Pakistan, l'Asie centrale, d'où peuvent venir des dangers redoutables. Enfin, la France, utile relais dans l'Union européenne et au Conseil de sécurité. Ce rapprochement peut être « gagnant-gagnant » car, pour Paris, la reconquête de Washington passe aussi par Tel-Aviv, alors que ses alliés arabes traditionnels lui préfèrent d'autres protecteurs.

Pari gagnant, oui, pour autant que la crise iranienne ne dégénère pas en conflit. Car, en cas de frappe israélienne unilatérale contre l'Iran, la France risque d'être piégée. Sera-t-elle du côté de ceux qui condamneront une agression ? De ceux qui adopteront un silence complice ? Ou de ceux qui approuveront l'attaque au risque de se trouver en butte à la grande colère du monde musulman ?

Si Israël frappe l'Iran sans détruire son régime, chacun sait que l'Irak, le Liban et sans doute Gaza peuvent devenir des territoires ingérables. Tous les équilibres fragiles et instables pourraient exploser. Quel espace restera-t-il pour la médiation - et de surcroît une médiation française - si Israël, face à ce regain d'hostilité, se sent obligé de revenir au Liban et dans les territoires palestiniens autonomes, et si le redéploiement américain doit être stoppé en Irak ? Dans un tel scénario, la France, ayant plus ou moins perdu toute capacité à traduire le mécontentement arabe, aura aussi perdu toute utilité pour Israël. C'est un gros risque.

Mais le pire n'est pas sûr. D'autant qu'une modération nouvelle se fait jour dans certains cercles à Tel-Aviv. Notamment chez Shimon Peres, qui soutient qu'il faut privilégier la diplomatie et les pressions économiques face à l'Iran. Sans angélisme, le président israélien indique que la voie pacifique permet de garder le plus de moyens possible pour faire pression sur Téhéran et utiliser le poids conjugué des Etats-Unis, de l'Europe et de la Russie. Car il faut s'attaquer à la cause et non au symptôme : le régime de Téhéran et son incapacité à sortir de l'ambiguïté. La meilleure solution serait de favoriser son évolution interne. On le sait depuis Bagdad et Kaboul : la force seule ne suffit pas à changer les régimes.

Tribune parue dans L'Expansion mercredi 1 octobre 2008